

Hubert Delzangles
Né le 8 juin 1976 à Bayonne (64)
Nationalité française
21 chemin de l'Aoudougue
33610 Cestas
Tel : +33(0)6-70-88-45-05
e-mail : h.delzangles@sciencespobordeaux.fr



Professeur de droit public, Institut d'études politiques de Bordeaux,
Avocat non inscrit,
Consultant, Cabinet ARCC.

FORMATION :

2010 : Agrégation en droit public.

2009 : Centre régional de formation professionnelle des Avocats d'Aquitaine, Bordeaux.
Prestation de serment, octobre 2010. Avocat non inscrit au barreau.

2008 : Doctorat en droit (mention très honorable avec félicitations et autorisation de publier en l'état) ; thèse : L'indépendance des autorités de régulation sectorielles, communications électroniques, énergie et postes, soutenue le 30 juin 2008, Université Montesquieu Bordeaux IV.

2002 : DEA de droit communautaire à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV obtenu avec mention assez bien.

2001 : Master en Gestion et Administration du Commerce International, Institut du Commerce Extérieur Espagnol, Pampelune.

LANGUES :

Anglais : lu, écrit, parlé

Espagnol : courant

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

Depuis 2016 : **Consultant**, Cabinet ARCC.

Depuis 2012 : **Professeur de droit public, Institut d'études politiques de Bordeaux.**

2010-2011 : Professeur de droit public, Université de Limoges.

2010 : Stage en cabinet d'Avocats, Maître Kolata-Mercier, en charge du contentieux public, Metz (6 mois).

2009-2010 : Maître de conférences, Université de Metz.

2004-2009 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherches.

2001 : Stage de juriste dans la filiale de Cegasa International (Liverpool, UK ; 4 mois).

2000 et 2001 : Stage puis CDD à la Chambre de commerce et d'industrie de Pampelune, service commerce extérieur et coopération. En charge d'Interreg III C.

DOMAINES D'EXPERTISE :

Droit de l'**urbanisme**,

Droit de l'**environnement**,

Droit de l'**énergie**,

Droit public **économique**,

Droit des **contrats administratifs**, droit des contrats de partenariats,

Droit de la régulation des services publics en réseaux (énergie, communications électroniques, postes et transports).

Animation de formations professionnelles, projets de recherches et cours

Membre de la mission confiée par le **Président de la République à Corinne Lepage** pour rédiger une « **Déclaration Universelle des droits de l'humanité** » :

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/154000687/index.shtml#book_presentation

Direction du double **Master Expertise en affaires publiques – Droit public des affaires**, IEP de Bordeaux – Université de Bordeaux, délivrant un double diplôme.

Direction scientifique de la **Chaire Transitions énergétiques territoriales**, TRENT. Fondation Bordeaux Université : <http://www.fondation.univ-bordeaux.fr/projet/chaire-trent>

Co-direction de 2012 à 2016 de la **Chaire « Partenariats public-privé »**, Fondation Université de Bordeaux, IEP de Bordeaux, GDF Suez. Recherches, animation scientifique et juridique des réunions.

Participation au projet de recherches Jurismart sur le développement des réseaux intelligents (smart grids) dans le domaine de l'énergie, financé par la Région Limousin, CRIDEAU, Limoges. Conduite et responsabilité de l'axe régulation et gouvernance des smart grids, place des collectivités territoriales, relations contractuelles entre le gestionnaire de réseaux de distribution et les autorités concédantes.

Cours de droit de l'urbanisme, de droit européen de **l'environnement**, en Master 2 environnement, Centre de recherches interdisciplinaires en droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (CRIDEAU, Limoges) et à l'Universidad Nacional del litoral (Santa Fe, Argentine).

Cours de **droit de l'énergie** en Master 2 droit européen à l'Université de Bordeaux.

Cours de droit de la régulation et de contentieux de la régulation des services publics en réseau en master 2 à l'IEP de Strasbourg et en master 2 à l'Université Paris-Dauphine.

Cours « droit des collectivités territoriales et énergies » en Master 2 droit des collectivités territoriales à l'Université de Corte.

I LISTE CLASSEE DES PUBLICATIONS :

• ENVIRONNEMENT, ENERGIE, URBANISME :

Responsable de la **rubrique Environnement de la Revue AJDA** (l'Actualité juridique Droit Administratif).

Ouvrages individuels ou direction d'ouvrage collectif :

Droit de l'environnement, Prieur M., Betaille J., Cohendet M.-A., Delzangles H., Makowiak J., Steichen P., Dalloz, 8^{ème} éd., 2019.

Droit international de l'environnement, Delzangles H., Lavieille J.-M., Le Bris C., Ellipses, 4^{ème} éd., 2018.

Articles dans des revues nationales à comité de lecture :

« Le **droit de l'urbanisme**, entre valorisation et protection du domaine public », Droit et Ville, 2011, n° 70.

« Action aux niveaux régional, national, infranational et local », numéro spécial sur la Déclaration de Rio 2012, Revue juridique de l'environnement 2012/4 (Volume 37), p. 641-642.

« Nouvelles précisions de la CJUE sur la législation européenne relative aux OGM », Revue juridique de l'environnement 2012/1 (Volume 37), p. 83-87.

« L'indépendance de l'Autorité de sûreté nucléaire, des progrès à envisager », Revue juridique de l'environnement, n° 1/2013, p. 7.

« Système français de financement du rachat de **l'électricité d'origine éolienne**, CJUE, 19 décembre 2013, *Vent de Colère* » Revue juridique de l'environnement, n°3/2014, p. 539.

« Commande publique et **environnement**, jusqu'où peut-on aller ? » *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 2015, p. 13.

Chapitres d'ouvrages collectifs :

« Les évolutions des relations entre les autorités concédantes et leurs concessionnaires face au **smart grid** : du smart grid à la smart city », en collaboration avec Christophe Krolic, in Droit et gestion des collectivités territoriales, collection GRALE, L'Harmattan, 2013.

« La gestion française des déchets nucléaires », en collaboration avec Christophe Krolic et Olivier Vidal, in *Les résidus*, Fondation brésilienne Getulio Vargas (FGV), 2013.

« **L'énergie solaire** » in ouvrage collectif *Energies renouvelables et marché intérieur*, sous la direction de Claudie Boiteau, Bruylant, 2014, p. 167.

« Les aides au développement des **énergies renouvelables** en Espagne », avec Marta Franch, in ouvrage collectif *Energies renouvelables et marché intérieur*, sous la direction de Claudie Boiteau, Bruylant, 2014, p. 71.

« Les autorités de régulation indépendantes de marché et la prise en compte de l'environnement : l'exemple de l'énergie », in *Marché et environnement*, Droit(s) et développement durable, Bruylant, 2014, p. 449.

« **Energies renouvelables** » en collaboration avec Anne-Sophie Denolle, in *Dictionnaire collectivités territoriales et développement durable*, Pissaloux J.-L. (dir.), Lavoisier, 2017.

« **Energies fossiles** » en collaboration avec Gaëlle Ezan, in *Dictionnaire collectivités territoriales et développement durable*, Pissaloux J.-L. (dir.), Lavoisier, 2017.

« **Géothermie** » en collaboration avec Gaëlle Ezan, in *Dictionnaire collectivités territoriales et développement durable*, Pissaloux J.-L. (dir.), Lavoisier, 2017.

« **Energie photovoltaïque** », in *Dictionnaire collectivités territoriales et développement durable*, Pissaloux J.-L. (dir.), Lavoisier, 2017.

« L'accès à la justice dans le projet de convention sur l'information, la participation et l'accès à la justice en Amérique du sud et aux Caraïbes », in Bétaille J., *Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement*, actes du Colloque annuel de la Société française pour le droit de l'environnement 2015, Presses de l'université Toulouse 1 Capitole, 2016, p. 79.

« Quelle interprétation ? La Charte de l'environnement et les normes externes », in Cerda-Guzman C., Sanonitto F. (dir.), *Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015*, Institut universitaire Varenne, 2016.

« L'intégration des enjeux environnementaux, un principe du droit de l'UE », in *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit*, PUAM, 2017, p. 61.

Divers :

Sur commande du Président de la République à Corinne Lepage, Rapport sur la « **Déclaration universelle des droits de l'humanité** » et rédaction de la déclaration remise au Président de la République le 25 septembre 2015. Publié à La Documentation française.

« Le rôle de l'Autorité de sûreté nucléaire dans les opérations de démantèlement des INB », contribution au colloque du 14 novembre 2013, Le démantèlement des installations nucléaires civiles : enjeux juridiques, économiques et questions de sécurité, Revue Riseo, 2014 (<http://riseo.fr/IMG/pdf/Riseo-1-2014-3-role.pdf>).

« Le principe de non-régression dans la jurisprudence récente du Tribunal Suprême : commentaire des décisions du Tribunal Suprême espagnol du 22 février 2012 (STS 3774/2009) et du 29 mars 2012 (STS 2000/2012) », colloque Le principe de non-régression en droit comparé de l'environnement des 15 et 16 octobre 2013, CRIDEAU, Limoges, à paraître.

• COMMANDE PUBLIQUE :

Ouvrage individuel ou direction d'ouvrage collectif :

Partenariats public-privé, enjeux et défis, Bonin H., Delzangles H., (dir.), Féret, 2017, 519 pages.

Articles dans des revues nationales à comité de lecture :

« La codification du droit de la commande publique est possible : les enseignements du droit espagnol », Revue *Droit administratif*, avril 2009, p. 13-20.

« Les difficultés de transposition des directives « recours » et la jurisprudence de la CJUE », *Droit et Ville*, mars 2011.

Chapitres d'ouvrages collectifs :

« Les collectivités territoriales espagnoles et le droit de la commande publique de l'Union européenne », in *Les effets du droit de l'Union européenne sur les collectivités territoriales*, collection GRALE, L'Harmattan, 2011, p. 113.

« Conditionnalité environnementale et commande publique », in Delzangles H., Fines F., (dir.), journée d'études organisée à l'Université de Bordeaux le 22 octobre 2015, *La conditionnalité environnementale dans les politiques de l'Union européenne*, à paraître, Ed. Bruylant.

« Introduction générale », in Bonin H., Delzangles H., (dir.), *Partenariats public-privé, enjeux et défis*, Féret, 2017, p. 25.

« Public, privé : une gestion des déchets plurielle », avec Hubert Bonin, in Bonin H., Delzangles H., (dir.), *Partenariats public-privé, enjeux et défis*, Féret, 2017, p. 311.

« Le contrat de partenariat en France, sujet de controverses et objet de paradoxes », avec Gaële Chamming's, in Bonin H., Delzangles H., (dir.), *Partenariats public-privé, enjeux et défis*, Féret, 2017, p. 205.

Divers :

« Le contrat de partenariat en France, sujet de controverses et objet de paradoxes », avec Gaële Chamming's, in « Partenariat-Public-Privé, entre nécessité publique et expertise privée », *Business Management Review* n° 1, vol. 3, janv.-mars. 2013, p. 47.

• REGULATION :

Ouvrage individuel ou direction d'ouvrage collectif :

Thèse de doctorat en droit public : « L'indépendance des autorités de régulation sectorielles, communications électroniques, énergie et postes », soutenue le 30 juin 2008, Université Montesquieu Bordeaux IV, (mention très honorable avec félicitations et autorisation de publier en l'état.

Articles dans des revues nationales à comité de lecture :

« L'office du CSA et son pouvoir de règlement des différends strictement encadrés par le juge », commentaire de : CE, 9 juillet 2010 *Société Canal + distribution.*, *RJEP*, février 2010, p. 18.

« L'émergence d'un modèle européen d'autorités de régulation », contribution au colloque « Les autorités de régulation économique et financière : convergences ou divergences ? », 25 février 2011, ENA, *RJEP*, décembre 2011, n° 692, p. 3.

« **La détermination hésitante de la portée de l'indépendance des autorités de régulation nationales** par la Cour de justice de l'Union européenne », commentaire de : CJUE, 6 octobre 2010, *Commission contre Royaume de Belgique et Base NV*, *RJEP*, août – septembre 2011, p. 40.

« Le Conseil d'Etat se prononce en creux sur les actes de l'HADOPI dénommés « recommandations » par le législateur », commentaire de CE, *19 octobre 2011*, *French Data Network*, *RJEP*, mars 2012, n° 695.

« L'indépendance des autorités de régulation économique et financière en Espagne : l'intérêt de la clarification du droit public », in *L'indépendance des autorités de régulation économique et financière : une approche comparée*, *RFAP*, n° 143, 2012/3, p. 286.

« Le Conseil d'Etat se prononce pour la première fois sur les pouvoirs de la commission des sanctions de l'ARJEL et confirme un refus de sanctionner », *RJEP*, n° 709, juin 2013, p. 49.

« Un vent d'impartialité souffle encore sur le droit de la régulation : propos autour de la réforme des pouvoirs de sanction du CSA », *AJDA*, 2014, n° 18, p. 1021.

« Les réglementations » in *Les dimensions de la sphère publique en droit de la concurrence*, RJCom, nov/déc. 2014, n° 6, p. 84.

« L'indépendance des autorités administratives indépendantes chargées de réguler des marchés de services publics : éléments de droit comparé et européen », *Droit et société*, n° 93, 2016/2, p. 206.

Chapitres d'ouvrages collectifs :

« Politique de concurrence : conciliation et contrôle des autorités de régulation » in Potvin-Solis, L. (dir.), *La conciliation des droits et libertés dans les ordres juridiques européens*, Bruylant, 2012, p. 35.

« L'encadrement des agences américaines de régulation, un modèle pour l'Europe ? », in Peraldi-Leneuf (dir.) *La légistique dans le système de l'Union européenne*, Bruylant, 2012, p. 171.

« *Regulatory authorities and conflict of interest* », in *Corruption and conflict of interest, a comparative law approach*, J.B. Auby, E. Breen, T. Perroud, Edward Elgar Publishing, 2014, p. 15.

« L'interrégulation », in Eckert G., Kovar J.-P., (dir.) *L'interrégulation*, L'Harmattan, Logiques juridiques, 2015.

« L'interrégulation » et « Les autorités européennes de régulation » avec Charikleia Vlachou, in *Dictionnaire des réglementations*, Lexis Nexis, 2016.

« La séparation des fonctions dans la procédure de sanctions du CSA », in Bloud-Rey C., Menuret J.-J. (dir.), *Le droit de la régulation audiovisuelle et le numérique*, Larcier, 2016, p. 59-75.

« Composantes de l'indépendance des autorités de régulation françaises dans le domaine des services publics en réseaux », avec Sébastien martin et Vincent Delval. Pour la Section Consultative du Conseil d'Etat colombien et le Département du Droit des Télécommunications de l'Université Externado de Colombie, projet de recherche sur la fonction de régulation des services publics et des activités économiques d'intérêt général, à paraître, 2017.

« L'évolution des objectifs de la régulation en France », avec Sébastien Martin, in Eckert G., Kovar J.-P., (dir.), *Les objectifs de la régulation économique et financière*, L'Harmattan, logiques juridiques, 2017.

Divers :

Chronique trimestrielle dans la rubrique « Régulation » à la *Revue Concurrences* dirigée par Laurence Idot depuis l'année 2011.

• AUTRES :

Articles dans des revues nationales à comité de lecture :

« Le refus de sanctionner », colloque de l'AFDA « Le pouvoir de sanction de l'administration », JCP A, 11 mars 2013, n° 11 p. 2078.

« Les animaux objets de « traditions locales ininterrompues », l'exemple de la corrida », RSDA 2/2012, p. 455.

Chapitres d'ouvrages collectifs :

« Des voies à harmoniser ? Les politiques de régularisation » in *L'immigration légale, aspects de droits européens*, Gautier M., Gauthier C. (dir.), Bruylant, Bruxelles, 2011.

Divers :

Chroniques de droit européen à la Revue semestrielle de droit animalier (<http://www.unilim.fr/omij/publications-2/revue-semestrielle-de-droit-animalier/>).

II DIRECTION DE THESEES EN COURS :

Toutes les thèses sont sous mon seul encadrement.

« **Les partenariats public-privé dans le domaine des services énergétiques** ».

« **La sécurité des systèmes énergétiques** ».

« **L'intersection du droit et de la technologie pour promouvoir l'innovation dans le secteur de l'énergie** ».

« **L'exportation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans les pays en voie de développement** ».

« **Les zones insulaires face aux changements climatiques** ».